



# Assemblée générale

Distr. limitée  
23 octobre 2008  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-troisième session

### Première Commission

Point 89 de l'ordre du jour

#### Désarmement général et complet

**Allemagne, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Canada, Chili, El Salvador, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Italie, Japon, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Paraguay, Philippines, République dominicaine, République tchèque, Suisse et Ukraine :**  
**projet de résolution**

### **Volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* que tous les États doivent prendre de nouvelles mesures concrètes et effectives en vue de l'élimination totale des armes nucléaires, afin d'instaurer un monde pacifique, sûr et exempt d'armes nucléaires, et réaffirmant sa volonté à cet effet,

*Notant* que l'objectif ultime des mesures prises par les États en matière de désarmement est le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

*Rappelant* sa résolution 62/37 du 5 décembre 2007,

*Convaincue* qu'il ne faut ménager aucun effort pour éviter la guerre nucléaire et le terrorisme nucléaire,

*Réaffirmant* l'importance capitale du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires<sup>1</sup> en tant que pierre angulaire du régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires, et déplorant l'absence d'accord sur les questions de fond lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que l'élimination de toute mention du désarmement et de la non-prolifération nucléaires dans le Document final du Sommet mondial de 2005<sup>2</sup>, année du sixième anniversaire des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki (Japon),

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, n° 10485.

<sup>2</sup> Voir résolution 60/1.



*Rappelant* les décisions et la résolution de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation<sup>3</sup> et le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité en 2000<sup>4</sup>,

*Considérant* que la consolidation de la paix et de la sécurité internationales et la promotion du désarmement nucléaire se renforcent mutuellement,

*Réaffirmant* que de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement nucléaire contribueront à consolider le régime international de non-prolifération qui est, entre autres, essentiel à la paix et la sécurité internationales,

*Prenant note* des propositions et initiatives concrètes qui ont été présentées ou lancées en matière de désarmement nucléaire, notamment par des États dotés d'armes nucléaires, tels que, récemment, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

*Se déclarant profondément préoccupée* par le danger croissant que pose la prolifération des armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, y compris la menace liée aux réseaux de prolifération,

*Consciente* qu'il importe d'appliquer la résolution 1718 (2006) du Conseil de sécurité, en date du 14 octobre 2006, concernant l'essai nucléaire annoncé par la République populaire démocratique de Corée le 9 octobre 2006, et prenant acte cependant des progrès accomplis lors des Pourparlers à six,

1. *Réaffirme* qu'il importe que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires<sup>1</sup> s'acquittent des obligations que leur imposent tous les articles du Traité;

2. *Souligne* l'importance d'un processus d'examen effectif du Traité, se félicite de la discussion de fond qui s'est engagée au cours de la deuxième session du Comité préparatoire en 2008 et engage tous les États parties au Traité à œuvrer de concert pour faire en sorte que la troisième session du Comité préparatoire, en 2009, se déroule de manière constructive, afin de favoriser le succès de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010;

3. *Réaffirme* l'importance de l'universalité du Traité, et exhorte les États qui ne sont pas parties à y adhérer sans retard ni condition et, en attendant leur adhésion, à s'abstenir de tous actes qui iraient à l'encontre de l'objet et du but du Traité, ainsi qu'à prendre des mesures concrètes en faveur de ce dernier;

4. *Encourage* l'adoption de mesures supplémentaires en vue du désarmement nucléaire, auquel sont acquis tous les États parties en vertu de l'article VI du Traité, notamment en réduisant davantage tous les types d'armes nucléaires, et souligne qu'il importe d'appliquer les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence accrue de façon à promouvoir la stabilité internationale et une sécurité non diminuée pour tous, dans la recherche de l'élimination des armes nucléaires;

5. *Engage* tous les États dotés d'armes nucléaires à réduire leurs armements nucléaires de manière transparente, et les invite à adopter d'un commun accord des mesures de transparence et de confiance, tout en notant à cet égard la transparence

---

<sup>3</sup> Voir *Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, Partie I* [NPT/CONF.1995/32 (Part I)], annexe.

<sup>4</sup> *Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, Document final, vol. I à III* [NPT/CONF.2000/28 (Parts I-IV)].

accrue dont ces États ont récemment fait preuve quant à leurs arsenaux nucléaires, en particulier le nombre de têtes nucléaires qu'ils détiennent;

6. *Encourage* les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie à appliquer intégralement le Traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs<sup>5</sup>, qui devrait encourager la poursuite du désarmement nucléaire, et à procéder à des réductions des armes nucléaires allant au-delà des réductions prévues par le Traité, notamment en concluant un accord juridiquement contraignant destiné à succéder au Traité sur la réduction des armes stratégiques, qui expirera en 2009, et salue les progrès accomplis par les États dotés d'armes nucléaires, dont les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, en matière de réduction des armes nucléaires;

7. *Encourage* les États à poursuivre leurs efforts, dans le cadre de la coopération internationale, pour réduire les matières pouvant être utilisées dans la fabrication d'armes nucléaires;

8. *Demande* aux États dotés d'armes nucléaires de réduire encore la disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires selon des modalités propres à favoriser la stabilité et la sécurité internationales;

9. *Souligne* la nécessité de réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité afin de réduire le risque que ces armes soient jamais utilisées et d'en faciliter l'élimination totale, d'une manière propre à favoriser la stabilité internationale et sur la base du principe de la sécurité non diminuée pour tous;

10. *Engage* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires<sup>6</sup> dans les meilleurs délais afin qu'il entre rapidement en vigueur, souligne qu'il importe de maintenir les moratoires actuels sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires en attendant l'entrée en vigueur du Traité, et réaffirme qu'il importe de poursuivre l'élaboration du régime de vérification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, y compris le système international de surveillance, qui sera nécessaire pour assurer le respect du Traité;

11. *Engage* la Conférence du désarmement à reprendre immédiatement et complètement ses travaux de fond, compte tenu des faits nouveaux intéressant la Conférence qui sont survenus cette année;

12. *Souligne* qu'il importe d'ouvrir immédiatement et de conclure rapidement des négociations concernant un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, dans le cadre de la Conférence du désarmement, et engage tous les États dotés d'armes nucléaires et les États qui ne sont pas parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à déclarer des moratoires sur la production de matières fissiles destinées à tout type d'arme nucléaire ou autres dispositifs explosifs nucléaires en attendant l'entrée en vigueur du Traité;

13. *Demande* à tous les États de redoubler d'efforts afin d'empêcher et de limiter la prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive et de leurs vecteurs;

14. *Souligne* qu'il importe de poursuivre les efforts en vue d'instaurer la non-prolifération, notamment l'universalisation des accords de garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et encourage fortement la poursuite des

<sup>5</sup> Voir CD/1674.

<sup>6</sup> Voir la résolution 50/245.

travaux menés en vue d'universaliser le modèle de Protocole additionnel aux accords entre des États et l'Agence, approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 15 mai 1997<sup>7</sup>, et d'appliquer intégralement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dont la résolution 1540 (2004) du 28 avril 2004;

15. *Encourage* tous les États à prendre des mesures concrètes pour appliquer, selon qu'il conviendra, les recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général sur l'étude de l'Organisation des Nations Unies consacrée à l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération qui lui a été présenté à sa cinquante-septième session<sup>8</sup>, et à publier à titre volontaire toute information utile sur les mesures qu'ils auront prises à cette fin;

16. *Encourage* la société civile à continuer de jouer un rôle constructif dans la promotion de la non-prolifération et du désarmement nucléaires;

17. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-quatrième session la question intitulée « Volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires ».

---

<sup>7</sup> Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/540 (corrigé).

<sup>8</sup> A/57/124.